

Intervention de M Foued Lakhoua, Président de la CTFCI

Rencontre de présentation de l'appel pour une mobilisation

internationale en faveur de la Tunisie

Paris 15 septembre 2016

Monsieur le Premier Ministre

Messieurs les Ministres

Excellences, chers amis

Permettez moi tout d'abord d'exprimer mes remerciements les plus sincères aux organisateurs de cette rencontre, aux nombreuses personnalités qui ont tenu à être présents et dont l'appel lancé pour une mobilisation internationale en faveur de la Tunisie a rencontré chez eux un écho favorable. Toutes ces manifestations d'intérêt nous confortent, renforcent notre espoir et notre conviction de l'impératif de coordonner les efforts et de mobiliser les bonnes volontés en faveur de notre pays prouvant, de surcroit, la qualité et la profondeur des relations unissant la Tunisie et la France.

Plus de cinq ans après la révolution du 14 janvier 2011, la Tunisie est à la croisée des chemins et toutes les avancées accomplies en matière de construction démocratique, de renforcement des fondements de l'Etat de droit et de protection des libertés peuvent connaître un coup d'arrêt préjudiciable. Dans le contexte actuel, complexe et difficile, l'absence d'un engagement franc, rapide et conséquent de la communauté internationale, en général, et de la France en particulier, pourrait donner un coup d'arrêt à un processus

inédit qui a vu le jour dans notre pays. A cet égard, la France ne doit pas se limiter à jouer le rôle d'observateur, mais plutôt d'acteur dynamique. En effet, au regard des fortes turbulences sécuritaires, économiques et sociales qui secouent la Tunisie, nous estimons que la France, notre premier partenaire, assume une responsabilité historique pour permettre à cette seule expérience aboutie dans la région de résister à ce tourbillon et de continuer à susciter espoir et confiance.

Notre rencontre et l'appel lancé, à cette occasion, par des hommes politiques français et tunisiens, des universitaires, des représentants de la société civile et des chefs d'entreprise se veut un appel du cœur mais aussi une expression d'espoir qui doit susciter chez les amis de la Tunisie et toutes les parties qui lui ont toujours fait confiance une réaction positive.

La Tunisie mérite bien cette attention d'autant plus qu'elle est confrontée à un péril terroriste qui a mis à mal des pans entiers de l'économie tunisienne nécessitant d'orienter des dépenses jadis consacrées au développement, vers la sécurité, à des difficultés économiques et financières aiguës et à des tensions sociales de plus en plus vives. Une situation qui recommande, comme vous avez tous mentionné, un engagement international effectif et rapide pour remettre l'économie sur la bonne orbite, renforcer le sentiment de confiance et redonner espoir et de nouvelles perspectives aux jeunes et aux régions défavorisées de l'intérieur.

L'organisation de cette rencontre ici à Paris fournit un message clair, parce que nous estimons que nous pouvons légitimement compter sur nos amis, sur nos partenaires, sur la communauté d'affaires qui a de tout temps fait confiance à notre pays, pour mieux l'accompagner, se mobiliser à ses côtés et lui fournir un appui combien nécessaire pour relever les défis qu'il ne cesse de faire face.

En effet, malgré tous les aléas d'un contexte difficile, la Tunisie est en train de bouger et d'entreprendre de grandes réformes dans tous les domaines. En plus de la promulgation de la loi sur la concurrence et les prix en septembre 2015 qui est en phase avec les standards internationaux, de la loi sur le partenariat public privé (novembre 2015), et des trois textes d'application (juin 2016), et de loi relative à la production de l'électricité à partir des énergies renouvelables et de ses décrets d'application (août 2016), un nouveau code d'incitation à l'investissement entrera prochainement en vigueur ce qui est à même de donner plus de visibilité aux opérateurs qui auront à leur disposition un cadre simple, attrayant et transparent et un plan stratégique 2016-2020 est prêt et fera l'objet en novembre prochain d'une grande conférence internationale (les 29 et 30 novembre) afin de permettre aux investisseurs et bailleurs de fonds de saisir les nouvelles opportunités d'investissement et d'orienter leur intérêt vers de nouveaux secteurs porteurs et à forte valeur ajoutée. Cet effort est accompagné par l'engagement des pouvoirs publics à améliorer l'environnement des affaires, à lutter efficacement contre la corruption, à moderniser l'administration et à renforcer son efficacité.

Mesdames et Messieurs

je me permets de formuler, en tant que Président de la Chambre Tuniso-Française de commerce et d'industrie, des propositions pratiques qui peuvent mieux orienter les opérateurs sur les nouvelles opportunités qu'offre la Tunisie en matière d'investissement et de partenariat.

Je dois dire qu'aujourd'hui le moment est propice pour engager des partenariats gagnant-gagnant et stimuler le développement de la Tunisie à travers la promotion de nouveaux investissements et le lancement de nouveaux projets. La donne a beaucoup changé et l'économie tunisienne est en phase de transition importante passant d'une économie fortement administrée à une économie plus ouverte où seuls les critères de compétition détermineront les positions.

*** Je dois affirmer qu' il impératif aujourd'hui pour un grand constructeur d'automobile français de s'implanter en Tunisie** afin de développer de la sous-traitance locale mais aussi et surtout de garantir son positionnement sur ce marché où la présence de marques asiatiques se fait de plus en plus remarquer.

*** Les projets qui seront lancés en mode partenariat public privé offrent à notre sens une plateforme idéale pour impulser les investissements français dans de nombreux secteurs.** D'ores et déjà de nombreux grands projets ont été identifiés à l'instar de la réalisation d'une zone de logistique au port de Rades d'un cout de 200 MD, l'extension du terminal à conteneurs 7 et 8 à Rades 300 MD, d'une centrale électrique à cycle combiné à Rades, d'une cité sportive de Sfax, d'une station de dessalement de l'eau de mer à Sfax 650MD.

L'entrée des grands noms des entreprises françaises dans ce processus ne manquera pas de produire les effets d'entraînement souhaitées et d'encourager d'autres entreprises et d'investisseurs à suivre le pas. Cet apport est vital pour la Tunisie qui cherche à impulser son rythme de croissance, à relancer l'investissement productif, à créer de la richesse, des emplois pour ses jeunes diplômés notamment et à répondre aux attentes de ses régions.

***L'autre piste, non moins importante, se réfère à la reconstruction de la Libye.** Malgré le chaos qui sévit dans ce pays et ses graves répercussions sur la Tunisie sur les plans sécuritaire, économique et social, je suis persuadé qu'il faut s'y préparer à ce processus qui présente des opportunités certaines pour les hommes d'affaires français qui pourraient compter sur les entreprises tunisiennes qui ont un pied à terre dans ce pays et acquis une expérience et un savoir faire qui pourraient générer des partenariats mutuellement profitables.

***Par ailleurs, la co-localisation, se présente comme une des pistes d'avenir.**

La bonne réussite de l'expérience entamée en juillet 2013 de l'alliance franco-tunisienne pour le numérique montre les chemins du possible. En effet, on a assisté à une véritable montée en puissance de cette alliance avec 48 partenariats signés couvrant un large éventail de ce secteur et mettant en relation aussi bien de grandes entreprises que des PME et permettant de gagner des marchés et de saisir de nouvelles opportunités à travers la signature de contrats (Liban, Sénégal, Tchad, Guinée). Dupliquer cette expérience dans d'autres secteurs où les synergies réciproques existent notamment dans les domaines de l'ingénierie de construction et de BTP, la mécanique, la plasturgie et l'électricité, ne peut qu'être bénéfique à tout le monde. Nous sommes convaincus que **la France, membre influent au sein de l'Union Européenne, est en mesure de peser de tout son poids pour susciter une plus forte mobilisation pour soutenir la Tunisie et lui apporter un plus grand concours qui lui permette de relancer son économie**, d'impulser son développement et de répondre aux attentes d'une jeunesse aux abois et de régions intérieures qui accusent un retard qu'il faudrait absolument chercher à combler.

Ce soutien pourrait revêtir plusieurs formes, à commencer par la concrétisation de certaines promesses, le Président Hollande a reconnu le 30 août dernier dans son discours à l'occasion de la semaine des ambassadeurs la nécessité de faire en sorte que tous les concours qui ont été promis à la Tunisie qui vient de former un nouveau gouvernement, puissent lui être apportés. cela en plus de l'éligibilité de notre pays à certains fonds notamment les Fonds Européens structurels et d'investissements (FESI) et la mise en place d'un fonds d'aide à l'investissement privé Européen en Tunisie. En effet, la baisse des investissements directs étrangers constatées ces dernières années est un facteur aggravant de l'équilibre social dans le pays et un vecteur de la recrudescence de l'immigration clandestine.

Aujourd'hui, le temps nous est compté et la Tunisie qui fait face à des difficultés dont il lui est impossible de résoudre toute seule, attend une réaction positive et immédiate des pays occidentaux pour la prémunir des dangers qui la guettent. Des périls qui lui ont été imposés parfois par la géographie et qui risquent, à défaut de mobilisation internationale conséquente et rapide, de se propager rapidement vers le nord de la méditerranée.

Merci pour votre attention